

LE MONDE diplomatique

À JACQUES DELORS,
LE MARCHÉ UNIQUE
RECONNAISSANT

PAR FRANÇOIS RUFFIN
Pages 20 et 21.

Mensuel - 28 pages

N° 839 - 70^e année. Février 2024

DOSSIER : LA SANTÉ À LA CASSE

Soignants suspendus, autopsie d'une erreur

« Antivax », « complotistes »... Les soignants qui ont refusé la vaccination ont subi l'opprobre, en plus des suspensions. Leurs décisions n'étaient pourtant pas étrangères à la rationalité mais l'exécutif ne les a pas écoutés. Trop occupé à faire entendre sa raison.

PAR ALEXANDRE FAUQUETTE
ET FRÉDÉRIC PIERRU *

Ça restera comme un moment de bascule. En juin 2021, pour la première dose et la vaccination complète, la couverture vaccinale des professionnels de santé atteint 78 % et 69 % en libéral ; 64 % et 42 % en établissement de santé ; 55 % et 42 % en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) et unité de soins de longue durée (USLD) (1). Le chef de l'État s'en exaspère. À la télévision, le 12 juillet, il avertit les soignants de leur suspension s'ils refusent l'inoculation. Tandis que la situation épidémique appellerait selon lui une vaccination de masse, M. Emmanuel Macron s'agace aussi des hésitations de la population : plus de la moitié des personnes interrogées par Ipsos les partageaient début 2021. Il instaure donc un passe sanitaire qui condamne à la mort

* Respectivement enseignant à Sciences Po Lille, Ceraps (UMR 8026), et chargé de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS-Arènes-Rennes).



MALACHI FARRELL. – De la série « Covid les poches », 2020-2021

sociale tous les réfractaires au vaccin. Avant d'annoncer, lors de la même allocution télévisée, des réformes de l'assurance-chômage et des retraites.

(Lire la suite page 16.)

(1) « Covid-19. Point épidémiologique hebdomadaire n° 68 », Santé publique France, 17 juin 2021.

La révolte des tracteurs

PAR BENOÎT BRÉVILLE

LORS de son monologue télévisé de deux heures, le 16 janvier dernier, M. Emmanuel Macron n'a pas consacré plus de cinq secondes au sort des agriculteurs. Une clairvoyance indéniable : deux jours plus tard éclatait l'une des plus importantes révoltes agricoles des dernières décennies. Aux quatre coins de France, des tracteurs bloquent les autoroutes, des éleveurs déversent du lisier devant les supermarchés, des pneus brûlent sur le parvis des mairies, préfectures et permanences d'élus sont prises pour cibles...

Les signes annonciateurs de cette colère paysanne s'étaient pourtant multipliés au cours des dernières semaines. En Europe, où des mobilisations avaient agité l'Allemagne, la Pologne, la Roumanie, les Pays-Bas, l'Espagne, la Belgique. Mais aussi en France où, depuis novembre 2023, des agriculteurs retournaient les panneaux de signalisation plantés à l'entrée des communes, en symbole d'une profession qui « marche sur la tête ». Le 10 janvier, dans un communiqué, six centrales syndicales européennes décrivaient même une situation devenue « insoutenable », pouvant « compromettre la survie des producteurs de l'Union européenne ».

Voilà bien longtemps que les agriculteurs du Vieux Continent se trouvent sur la corde raide, endettés, pressurés par la grande distribution et les géants de l'alimentaire, frappés par les sécheresses et les inondations à répétition, obligés de s'aligner sur la concurrence étrangère et ses produits bon marché, dépendants d'un système de subventions qui favorise les grands exploitants. Depuis la guerre en Ukraine, le tableau s'est encore obscurci. Avec l'abolition des droits de douane et la création de « corridors de solidarité » décidées par Bruxelles, les denrées agricoles ukrainiennes ont inondé l'Europe orientale, entraînant une chute des prix qui touche désormais l'ensemble du continent et affecte les revenus des agriculteurs, dont les diverses factures (énergie, eau, matériel, semences...) explosent. Des recettes en berne, des

coûts de production en hausse, le tout dans un secteur déjà fragile : la moindre étincelle pouvait enflammer la plaine.

En Allemagne, ce fut la suppression d'une ristourne fiscale sur le diesel ; en Belgique et aux Pays-Bas, des projets visant à restreindre la taille des cheptels ; en France, une hausse de la « redevance pour pollutions diffuses »... Se focalisant sur la goutte qui fait déborder le vase plutôt que sur les torrents qui l'ont rempli, les commentateurs résumèrent cette colère à une protestation « contre les normes environnementales », comme si les paysans étaient par définition indifférents à la crise climatique. Mais c'est précisément cela que dénoncent les manifestants un peu partout en Europe : l'absurdité d'un système qui les fait contribuer à leur propre destruction, en défendant, faute de solutions immédiatement disponibles, des pesticides dont ils sont les premières victimes, les gains de productivité qui les conduisent à s'autoremplacer par des robots, l'altération de l'environnement dont leur activité dépend.

La part des agriculteurs dans la population active française est passée de 35 % en 1946 à moins de 2 % aujourd'hui. L'avenir du monde paysan oscille entre trois horizons. Disparaître, sous l'effet de la division européenne du travail et de l'entrée dans l'Union de grandes nations céréalières. Survivre, en empruntant la voie imposée par les bureaucraties et les fonds d'investissement, celle de l'industrialisation forcée – mais au prix de ravages environnementaux et humains qui, déjà, suscitent ici et là des soulèvements de la terre. Ou se battre, pour imposer une agriculture paysanne, qui retrouverait sa vocation nourricière tout en assurant l'autonomie de ses travailleurs. Quelle force politique saura proposer ce chemin-là ? Nombre d'éleveurs et de cultivateurs y aspirent ; les citoyens le désirent ; la rationalité à long terme l'exige.

PROCHE-ORIENT, EXTRÊME DROITE

Le journalisme français, un danger public

Depuis le 7 octobre dernier, les grands médias veillent à l'alignement des planètes autoritaires en France. Leur soutien inconditionnel à Israël s'accompagne de leur diffamation des opinions dissidentes, de leur mise en cause des libertés publiques et de leur chasse aux immigrés. Jusqu'où ira cette guerre idéologique ? Au service de qui ?

PAR SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT

UN moment de folie médiatique a révélé en même temps que précipité un mouvement de bascule politique : dans les semaines qui ont suivi les massacres perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023, les principaux médias et le gouvernement français ont réalisé une double prouesse. Celle d'exclure de l'« arc républicain » La France insoumise (LFI), qui refusait d'absoudre d'avance les représailles militaires du gouvernement israélien à Gaza, et, symétriquement, celle d'y inclure le Rassemblement national (RN). Jugé indigne de gouverner par les classes dirigeantes qui appelaient à « faire barrage » contre lui, le parti fondé en 1972 par M. Jean-Marie Le Pen s'est trouvé subitement réhabilité et blanchi par son alignement sur les positions du gouvernement israélien de M. Benjamin Netanyahu. Sur CNews-Europe 1, la journaliste Sonia Mabrouk en vint même à célébrer en M^{me} Marine Le Pen « le rempart, la protection, le bouclier pour les Français juifs » (10 octobre 2023), tandis que *Le Figaro* (5-6 novembre 2023) et BFM TV (12 décembre 2023) alternaient un portrait louangeur de M. Jordan Bardella et des bandeaux triomphaux « Bardella à Matignon : 46 % des Français séduits ». Au même moment, la presse progressiste pilonne M. Jean-Luc Mélenchon dans les termes qu'elle réservait autre-

fois à M. Le Pen : il « accumule les dérapages rances » (*L'Obs*, 12 octobre 2023) à force de déclarations « imprégnées de stéréotypes antisémites » (*Mediapart*, 10 novembre 2023). « Antisémitisme : comment Jean-Luc Mélenchon cultive l'ambiguïté », titre un long article du *Monde* (4 janvier 2024) qui échoue à produire le moindre propos antisémite. En trois mois, ce quotidien aura consacré une demi-douzaine d'articles et plusieurs éditoriaux à la tentative d'assassinat symbolique du dirigeant de LFI.

« Le diable a changé de camp », constate Nicolas Beytout dans le quotidien patronal *L'Opinion* (12 octobre 2023) : « L'attaque du Hamas rebat les cartes. Les Insoumis sont plus faciles à haïr, le Rassemblement national plus difficile à combattre. » Dans les médias, l'arc républicain se confond alors avec l'arc israélien. Le 12 décembre, le journaliste de France Culture Brice Couturier révèle même dans un tweet le désir inavouable d'une fraction croissante des élites françaises : « Puisqu'il va falloir en passer par un épisode RN (tous les sondages le montrent), pourquoi pas dans le cadre d'une cohabitation ? Dissolution. À l'Élysée, Macron garde la main sur la politique étrangère (pas de rupture avec l'UE et l'OTAN), et il dissout au moment propice en 2026. »

(Lire la suite pages 10 et 11.)



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
Également sur www.monde-diplomatique.fr

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS
INTERDIT À LA VENTE

Le journalisme français,

(Suite de la première page.)
 INIMAGINABLE il y a encore dix ans, une extrême-droitisation aussi rapide du spectre politique hexagonal a évolué de pair avec la restriction des libertés d'expression, d'opinion, de manifestation. À l'unisson du ministre de l'intérieur, les médias assimilent, par dessein idéologique ou par paresse intellectuelle, à de l'antisémitisme des manifestations ordinaires de soutien à la cause palestinienne, lesquelles sont d'abord interdites. « Des manifestations de soutien aux terroristes », corrige alors Bernard-Henri Lévy dans *Le Point* (9 novembre). Son admirateur, le journaliste Darius Rochebin, propose sur LCI l'« internement administratif des islamistes » (15 octobre 2023). La « loi immigration » votée par la majorité présidentielle, la droite et le RN viendra couronner cette séquence, le 19 décembre : le texte, qui institutionnalise la préférence nationale et durcit la répression des étrangers, a été promu par le ministère de l'intérieur comme un bouclier contre les « atteintes aux intérêts fondamentaux de l'État », les « activités à caractère terroriste », et la provocation à la violence – entendre celle de musulmans « islamistes » tentés de commettre des pogroms antisémites.

Le séisme couvait – et s'était déjà manifesté ailleurs en Europe. L'ironie

veut cependant qu'en France un tel tournant autoritaire s'effectue sous la conduite conjointe d'une corporation journalistique qui s'autoproclame gardienne des libertés démocratiques et d'un gouvernement élu pour faire barrage à l'extrême droite. Et que l'une et l'autre justifient leurs agissements par la nécessité de soutenir le « droit d'Israël à se défendre » au moment où cet État multiplie les crimes de guerre dans l'espoir de précipiter l'exil ou la déportation de tout un peuple et d'empêcher ainsi qu'il devienne un jour souverain sur son territoire. L'ampleur des massacres commis à Gaza, la réprobation internationale qu'ils suscitent et le discrédit d'un journalisme occidental à la partialité caricaturale amèneront probablement certains protagonistes à espérer qu'on oubliera leur égarement et les dégâts qui en ont découlé. Raison de plus pour revenir en détail sur les deux temps de la guerre de l'information qui s'est ouverte le 7 octobre : la médiatisation des massacres du Hamas, abondamment décrits comme une culmination historique de l'horreur, puis celle, toute en retenue et en litotes, de la guerre totale menée par Israël contre les Palestiniens. En quelques semaines, la France a fait l'expérience d'un journalisme de meute qui déteste autant le débat contradictoire que la liberté d'expression.

la journaliste Laurence Ferrari dans une question-manifeste posée à Michel Onfray (*Paris Match*, 4 janvier 2023). « Parce que l'horreur a été commise, il faut qu'elle soit commise de l'autre côté ? » Lorsque M. Dominique de Villepin interroge ainsi l'animatrice de BFM TV Apolline de Malherbe (27 octobre 2023), il s'attire cette réplique : « Mais vous pensez comme quelle partie de l'humanité ? » – l'Occident éclairé ou ce Sud populaire où « la rue » ménage les terroristes. « J'aime Israël (...) parce que c'est un pays où souffle l'esprit européen », résume l'ancien directeur

tête et dans les cœurs des Israéliens autant que dans la tête et les cœurs des téléspectateurs bien tranquilles de New York, de Paris ou de Berlin. » En somme, comme le précisera le 31 décembre M. Netanyahu, Israël mène une « guerre d'une moralité sans équivalent ».

Au fil des jours, cette fable débitée sur toutes les chaînes d'information relativise la courbe ascendante des victimes palestiniennes. Et maquille en riposte légitime ce qui a les apparences d'une tentative d'épuration ethnique. « Là, pour que ceux qui nous regardent, nous écoutent, comprennent bien, le Hamas

Deux jours plus tard, Duhamel chapitre un député de LFI qui a, prudemment, évoqué l'idée d'un cessez-le-feu : « Avec le Hamas, François Ruffin ? Le Hamas est un mouvement terroriste ! Ça veut dire que vous dites : il faut qu'Israël négocie avec le Hamas ? » Puis il reprend : « Il y a quelque chose qui m'interpelle dans ce que vous dites. Est-ce que, au fond, vous faites partie de ceux qui, notamment au sein de La France insoumise, semblent renvoyer dos à dos d'un côté les attentats terroristes du 7 octobre et la riposte d'Israël ? »

Même son de cloche sur France Inter, mais un mois et douze mille morts plus tard (16 novembre) : « Si Israël veut atteindre ses objectifs de guerre plus rapidement, il va devoir tuer plus de civils puisque le Hamas se protège derrière les civils », justifie Pierre Servent, l'expert chouchou de la station publique. « Je ne vois pas comment une autre armée d'un État démocratique pourrait faire mieux », poursuit-il, en soulignant lui aussi « l'avertissement des populations, les couloirs humanitaires, un certain nombre de précautions réelles que Tsahal prend pour atteindre ses objectifs de guerre ». Tout le contraire, selon lui, du Hamas, affairé à « créer un événement tragique dans la bande de Gaza, qui va être monté en épingle ». C'est toutefois Europe 1 qui décroche le titre (très disputé) de porte-parole de M. Netanyahu à la radio. Au point de faire parfois rougir d'embarras son idole. Les soldats israéliens, affirme ainsi l'historien Georges Bensoussan sans être contredit par la journaliste Sonia Mabrouk, « ont apporté la vie et la survie, ils ont apporté du matériel médical » (Europe 1-CNews, 16 novembre 2023).

Et puisque cette armée bienveillante nous ressemble, les journalistes français accompagnent un de leurs compatriotes quand il rejoint ses rangs. Le 10 octobre 2023, dans la matinale de France Inter, Sonia Devillers héroïne « Yoval », un étudiant qui, quittant la France pour se battre en Israël, ne semble pas distinguer le Hamas de la population civile de Gaza. « Merci Yoval, bonne route ! », conclut la journaliste en guise de salut au soldat qui se prépare à envahir ce territoire palestinien. Sa consœur Judith Waitnraub célèbre un autre paladin dans *Le Figaro Magazine* (24 novembre 2024) : Julien Bahloul, « né en France dont il est parti pour fuir l'antisémitisme », et qui « après cinq ans sur la chaîne de télévision i24News, remet l'uniforme pendant ses périodes de réserve, qu'il effectue en tant que porte-parole de Tsahal ».

« Un combat des démocraties »

TROIS dimensions structurent la médiatisation du conflit israélo-palestinien. L'axe temporel, d'abord, dont le point zéro correspond toujours à l'assassinat d'Israéliens – ici, le 7 octobre – et jamais au moment, antérieur, du meurtre d'habitants de Cisjordanie ou de Gaza. En 2021 et 2022 ainsi qu'au cours des neuf premiers mois de 2023, l'armée d'occupation a pourtant tué respectivement 349, 291 et 227 Palestiniens, sans que ces exactions mobilisent les rédactions. Acrimed (23 octobre) relève que, du 1^{er} janvier au 1^{er} octobre 2023, « le "20 heures" de France 2 n'a consacré que dix sujets au conflit. Sur ces dix mois, le temps de parole de Palestiniens fut de trente-trois secondes ».

Organiser ainsi le calendrier détermine mécaniquement la nature de ce qui fera l'événement (le massacre d'Israéliens), le rôle tenu par les protagonistes (les terroristes du Hamas, les victimes israéliennes et les justiciers de l'armée), enfin le déroulement du scénario : à l'horreur (du 7 au 26 octobre) succède la « riposte », le « droit d'Israël à se défendre » (27 octobre au 10 décembre). Ces deux séquences concentrent l'essen-

tiel de la médiatisation. Au détriment de la troisième : la contestation internationale d'une guerre potentiellement génocidaire (depuis le début du mois de décembre) sensiblement moins couverte que la première séquence (1). L'importance de cette dimension temporelle se perçoit facilement : si l'événement médiatique s'était construit autour des crimes ordinaires perpétrés par Israël dans les territoires occupés ou du blocus meurtrier de Gaza, le « droit des Palestiniens à se défendre » aurait pu s'imposer comme un sujet d'actualité légitime.

Ou pas... Car le regard journalistique sur le conflit israélo-palestinien s'articule autour d'un deuxième axe : l'occidentalisme. Alignées sur une diplomatie française et européenne de plus en plus atlantiste, les rédactions voient en Tel-Aviv l'allié qui partage la même vision du monde, les mêmes ennemis, la même conviction d'appartenir à une civilisation supérieure, celle des sociétés libérales. Au Proche-Orient fait rage « un combat des démocraties occidentales contre l'obscurantisme de l'islamisme radical », affirme

de *Charlie Hebdo* Philippe Val, désormais chroniqueur sur Europe 1 (9 octobre 2023), la radio extrême droite de M. Vincent Bolloré.

ISIDRO FERRER.
– « Teatro », 2011

Comme ce fut le cas pour Kiev un an et demi plus tôt, les médias entérinent sans vérification ni recul la plupart des récits du gouvernement et de l'armée israéliens, dont les communicants parlent souvent parfaitement l'anglais et connaissent les codes journalistiques du public-cible. En revanche, toute information issue du Hamas, y compris le décompte des victimes, se trouve frappée au coin du doute. Au-delà des multiples *fake news* de « Tsahal » (les quarante bébés décapités, les vingt enfants brûlés et exécutés, le nouveau-né rôti au four, la femme enceinte abattue et éventrée, le quartier général du Hamas sous l'hôpital Al-Shifa, etc.), dont le démenti tardif a moins d'écho et d'impact que l'information sensationnelle initiale, c'est le cœur même du récit officiel israélien que les médias français relaient : l'armée de la « seule démocratie du Proche-Orient » a pour mission de détruire un monstre inhumain fondu dans la population gazaouie ; le Hamas porte par conséquent la responsabilité principale de toutes les victimes du conflit.

Comme souvent en pareilles circonstances, ce genre de propagande n'a pas de meilleur interprète que Bernard-Henri Lévy. « Israël s'oblige à respecter le droit humanitaire », plaide l'essayiste sur LCI le 29 octobre 2023. *Israël fait tout ce qui est en son pouvoir pour qu'il y ait le moins de victimes civiles possible. Encore une fois, Israël lance des tracts, téléphone, envoie des messages de toutes sortes aux Gazaouis en disant "Ne restez pas ! Ne restez pas les otages de ces salopards qui vous manipulent depuis quinze ans, partez, fuyez." Donc le droit humanitaire, il est dans la*

demande aux civils de ne pas bouger pour ensuite s'en servir comme... boucliers humains et s'en servir comme une sorte de propagande alors même que l'armée israélienne prévient et donne cet ordre d'évacuation. C'est... c'est bien ça l'objet de cette propagande du mouvement terroriste ? » demande Benjamin Duhamel, le 13 octobre 2023, sur BFM-RMC. Perplexe face à une présentation aussi lumineusement objective de la situation, son invité, le journaliste Georges Malbrunot, répond : « Oui... c'est grosso modo à peu près ça. »

Drames individuels et statistiques

Si l'idée d'un traitement critique de ces Français partis se battre à Gaza ne s'impose pas aux rédactions des médias, publics ou privés, c'est que leur biais occidentaliste postule une hiérarchie entre, d'un côté, des démocraties menacées par l'islamisme allié aux grands démons du moment (la Russie, la Chine) et, de l'autre, le reste du monde. Nul journaliste n'admettra volontiers qu'il assigne une partie de la planète à un statut de sous-humanité. Mais, ce qui revient au même, beaucoup se refusent à mettre « sur le même plan des massacres qui ont été commis, avec des viols, des femmes qui ont été mutilées, et puis des bombardements aujourd'hui qui sont dans le cadre d'une riposte, certes avec des morts qui sont tout à fait inacceptables » (Sonia Mabrouk, Europe 1, 26 novembre 2023).

Selon que le clavier du journaliste décrit Tel-Aviv ou Gaza, le vocabulaire et la syntaxe humanisent ou déshumanisent le propos : Le Hamas « massacre » ou « tue » ses victimes israéliennes ; les Palestiniens « meurent » sans qu'on précise qui les fait périr. Comme après chaque attentat en Occident, la presse dresse le portrait individuel de victimes

émouvantes tandis que les Palestiniens se trouvent souvent réduits dans les reportages à des ombres anonymes errant dans les décombres (2). Morts-sujets auxquels on s'identifie comme les personnages d'un film, contre morts-objets qui tapissent un décor où le regard glisse sans accrocher.

Près de quatre mois après le déclenchement du conflit, aucun grand média français n'a réalisé une enquête quantitative sur le traitement journalistique du conflit. Aux États-Unis, *The Intercept* (9 janvier 2024) a analysé un vaste échantillon d'articles du *New York Times*, du *Washington Post* et du *Los Angeles Times* parus entre le 7 octobre et le 24 novembre 2023 (3). Les résultats ne devraient pas dépayser les lecteurs français. « Le terme de "carnage" a été uti-

(1) Nombre d'articles et de séquences audiovisuelles répertoriés dans la presse française sur l'agrégateur Europresse.

(2) Cf. Pauline Perrenot, « À la Une du *Parisien*, la caricature du double standard », Acrimed, 21 décembre 2023.

(3) Cf. également les recherches de Holly Jackson sur un autre échantillon de presse américaine à l'adresse : https://github.com/hollyjackson/casualty_mentions_nyt

Tripatouillage et diffamation

LA famille de plus en plus fournie des gens qualifiés à tort d'antisémites compte un nouveau membre : M. Dominique de Villepin. Dans l'émission « Quotidien », sur TMC, le 23 novembre, après un reportage sur les artistes sanctionnés aux États-Unis en raison de leur position sur la guerre à Gaza, M. de Villepin commente : « On voit en filigrane dans votre reportage à quel point la domination financière sur les médias et sur le monde de l'art, de la musique, pèse lourd. Ils [les artistes] ne peuvent pas dire ce qu'ils pensent parce que, tout simplement, les contrats s'arrêtent. Immédiatement. Malheureusement, nous le voyons aussi en France. »

Trois jours plus tard, le présentateur de BFM TV Ronald Guinrange fait réagir le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) Yonathan Arfi au commentaire de M. de Villepin. Mais le journaliste trafique la déclaration de l'ancien premier ministre. Il prétend : « Au départ Villepin parle des États-Unis et il dénonce la domination de la finance juive sur les sociétés occidentales. Cette domination, dit-il, empêche les gens d'exprimer leur soutien aux Palestiniens, victimes d'un effroyable nettoyage ethnique en direct. Il commente la situation américaine et il dit : "C'est la même chose en France." » Puis Guinrange ajoute, en guise de commentaire : « Pardon d'employer cette expression, mais quand on dit d'un petit Arabe en banlieue qu'il a des propos antisémites, c'est facile... Là, on parle d'un ancien premier ministre de la France, et on a du mal à comprendre ce qu'il veut vraiment dire. »

Le 28 novembre, confronté à l'évidence de son mensonge, BFM TV diffuse ce très bref communiqué d'excuse : « À l'occasion de l'émission "120 minutes" du dimanche 26 novembre 2023, une formulation inexacte et malheureuse a été utilisée concernant des propos de Dominique de Villepin tenus dans la semaine. BFM TV présente ses excuses à ses téléspectateurs. La vigilance de chaque instant est le gage de la confiance entre la chaîne et son public. »

Et que Dieu nous protège des *fake news*...

ET RECOMPOSITION DE L'« ARC RÉPUBLICAIN »

un danger public

lisé 60 fois plus dans le cas de victimes israéliennes plutôt que palestiniennes, et celui de "massacre" 125 fois dans le premier cas et 2 fois dans le second. "Terrifiant" est employé 36 fois dans le cas de victimes israéliennes, 4 fois si elles sont palestiniennes. » Les auteurs relèvent par ailleurs « le manque d'attention médiatique réservée au nombre sans précédent d'enfants et de journalistes tués, alors que ces deux groupes suscitent en général la sympathie des médias occidentaux ». Enfin, alors que les assassinats de civils commis par le Hamas sont bien présentés comme le produit d'une stratégie intentionnelle, les journalistes dépeignent les meurtres de Gazaouis « comme s'il s'agissait d'une succession d'erreurs reproduites des milliers de fois ».

Le lexique chargé d'émotion pour les uns, distancié pour les autres, est également confirmé par l'étude d'un autre média occidental, la British Broadcasting Corporation (BBC)(4). Les chercheurs ont passé au crible 90 % de la production en ligne de la BBC entre le 7 octobre et le 2 décembre 2023. Outre l'association presque systématique des mots « massacres », « meurtres » et « carnage » aux victimes israéliennes – les Palestiniens étant « tués » ou « morts » –, la recherche établit que les termes exprimant les relations familiales comme « mère », « grand-mère », « filles », « fils », « époux », etc., ont été beaucoup

plus fréquemment utilisés pour décrire des Israéliens que des Palestiniens.

Cent jours après l'attaque du Hamas en Israël dont le bilan s'élève selon Tel-Aviv (15 décembre) à 1 139 morts dont 766 civils et 132 otages toujours retenus à Gaza, les militaires israéliens, équipés et financés par les États-Unis, avaient tué 23 000 Palestiniens (8 000 autres étant portés disparus), bombardé des hôpitaux, des écoles, des églises, les centres culturels, les archives, les routes, les infrastructures énergétiques, endommagé ou détruit 60 % des bâtiments, déplacé 85 % de la population, organisé méthodiquement une pénurie d'eau et de médicaments ainsi qu'une famine à grande échelle qui menace 40 % des survivants. C'est l'« une des campagnes punitives contre des civils les plus intenses de l'histoire », relève l'historien américain Robert Pape, l'ampleur des destructions surpassant celles d'Alep en Syrie, de Marioupol en Ukraine et même de villes allemandes par les bombardements alliés à la fin de la seconde guerre mondiale(5). Or il ne s'agit pas d'un dérapage : l'opération a été précédée de déclarations officielles à tonalité génocidaire. À commencer par celles du président socialiste Isaac Herzog (« C'est une nation entière là-bas qui est responsable ») et du ministre de la défense Yoav Galant (« Gaza ne redeviendra jamais ce qu'il a été. Nous éliminerons tout »).

Nations unies, seuls deux des invités de la matinale de France Inter sont questionnés sur le sujet. L'intervention de « Brice » portera ce nombre à trois...

On cumulerait à l'envi les preuves d'un journalisme biaisé en faveur d'Israël, comme la couverture en direct par France Info, le vendredi 12 janvier 2024, de la défense de Tel-Aviv contre les accusations d'actes de génocide alors que, la veille, les plaidoiries sud-africaines devant la Cour internationale de justice à La Haye n'avaient pas bénéficié du même traitement. Toutefois, la critique d'un « deux poids, deux mesures » qui suggère un déséquilibre justiciable d'un réglage ne suffit pas. Car ce traitement particulier du conflit israélo-palestinien participe d'une transformation plus large.

En quatre mois, les dirigeants du « quatrième pouvoir » n'ont pas seulement alimenté un culturalisme qui, comme au temps des empires coloniaux, place l'Occident au pinacle de l'humanité. Ils ont, dans leur grande majorité, entériné le point de vue de l'extrême droite israélienne et accompagné ou cautionné en France la marginalisation des opposants à la guerre en leur interdisant d'exprimer des solidarités hier encore évidentes. Ils ont ainsi précipité le baptême républicain du RN, en même temps qu'ils célèbrent le réarmement militaire et moral de la France au nom de la lutte contre la menace russe et le terrorisme islamiste. Le combat mené depuis quinze ans par les gouvernements libéraux contre les mouvements « populistes » et les régimes « illibéraux » a ici trouvé un renfort inattendu : la naissance et l'installation en France d'un journalisme autoritaire.

SERGE HALIMI
ET PIERRE RIMBERT.

(4) L'étude est résumée par Xander Elliards, « Study shows BBC "bias" in reporting on Palestinian and Israeli deaths », *The National*, Glasgow, 9 janvier 2024. Les données sont disponibles à l'adresse <https://github.com/liet-git/bbc-bias#wordbank-analysis>

(5) Julia Frankel, « Israel's military campaign in Gaza seen as among the most destructive in recent history, experts say », *Associated Press*, 11 janvier 2024.

(6) Cf. Alain Gresh et Sarra Grira, « Gaza, l'escorte médiatique d'un génocide », *Orient XXI*, 8 janvier 2024.

Et « Brice » interpelle France Inter

ANALYSER un carnage israélien conforme au destin que les dirigeants de Tel-Aviv entendaient réserver à des « animaux humains » n'exigeait pas une puissante enquête pour en retracer l'origine, ni des cours de sémiologie avancée pour en saisir le sens. Mais les médias ont alors changé de stratégie. Après avoir disséminé sans relâche une histoire boiteuse résumant le destin palestinien au « terrorisme islamiste » et la politique israélienne à une série de « ripostes » à ces massacres, après avoir affiché une solidarité occidentale permettant d'humaniser l'allié et d'ensauvager l'adversaire, la plupart des journalistes français ont choisi de détourner le regard. Ils ont délibérément réduit la médiatisation du conflit afin de ne pas devoir poser des questions qui fâchent(6).

La logique et la justice auraient pourtant voulu que les régiments de commentateurs et de décideurs qui avaient proclamé en octobre qu'« Israël avait le droit de se défendre » soient à leur tour interpellés sur les conséquences de ce « droit » au regard du nombre de victimes qui en avait découlé. Et qu'ils soient sommés de proposer des actions et des sanctions pour interrompre la tuerie. Ne pas parler de « terrorisme » palestinien avait valu une lapidation médiatique aux contrevenants. Cette fois, d'autres termes paraissent découler de l'observation de la conduite israélienne de la guerre : « déportation », « nettoyage ethnique », voire « tentative génocidaire ». Les journalistes allaient-ils à présent retourner leurs armes et leurs commentaires contre certains des avocats d'un « soutien inconditionnel » à d'Israël, allaient-ils leur reprocher leur aveuglement alors que les massacres de civils, cette fois à Gaza, imposaient qu'on haussât le ton contre leur protégé ? M^{me} Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, M. Gérard Larcher, président du Sénat, M. Éric Ciotti, président des Républicains (LR), M^{me} Anne Hidalgo, maire de Paris, pour ne citer que ceux-là, auraient pu être soumis à la question comme les dirigeants insoumis quelques semaines plus tôt. « Approuvez-vous le nettoyage ethnique », « S'agit-il plutôt d'une déportation ? », « Pourquoi ne pas interdire la participation des athlètes israéliens, souvent réservistes de l'armée, aux Jeux olympiques ? », « Quand prendrez-vous enfin des sanctions contre Israël ? ». On sait – mais à vrai dire on avait déjà deviné – qu'il n'en serait rien. Même un journal comme *Le Monde*, qui s'est distingué par une couverture plus juste du conflit que la plupart de ses

confrères, ne recommande toujours pas que l'État coupable de crimes de guerre en Palestine soit sanctionné par la « communauté internationale ».

Lors de ses vœux du Nouvel An, le président Macron a consacré quinze mots aux 22 000 morts de Gaza. Ce même 31 décembre 2023, *Le Journal du dimanche* est parvenu, malgré ses 48 pages, à ne publier aucun article sur le martyr palestinien. Deux semaines plus tard, deux dirigeants politiques aussi différents que MM. Raphaël Glucksmann et Éric Zemmour étaient longuement interrogés, l'un par France Inter, l'autre par Europe 1. Seul point commun entre ces deux émissions : cinquante minutes d'entretien, aucune consacrée à Gaza. M. Glucksmann parla bien d'hôpitaux attaqués – mais seulement de celui de Corbeil-Essonnes, victime de hackers russes.

Quelques jours plus tôt, le 21 décembre, M. François Hollande était – une nouvelle fois – invité par France Inter. Après seize minutes d'entretien la guerre de Gaza n'avait toujours pas été abordée. Un auditeur, « Brice », perturba alors le ronronnement de l'échange : « À partir de combien de dizaines de milliers de morts en Palestine va-t-on enfin décider de demander à tous vos intervenants s'ils condamnent sans ambiguïté les atrocités de l'armée israélienne ? Au début, pendant quelques jours vous égreniez le nombre de morts de chaque côté, et puis, je me rappelle bien Nicolas Demorand [présentateur de la matinale de France Inter], vous vous êtes arrêtés à 1 200, au moment où c'était à égalité. Là, maintenant, on est à vingt fois plus [de morts côté palestinien]. Donc il serait peut-être temps de demander à chacun s'il condamne sans ambiguïté tout ça. » Peine perdue. Le lendemain, le député insoumis François Ruffin était l'invité de France Inter ; à aucun moment les journalistes ne l'interrogèrent sur Gaza.

Du 8 au 21 octobre, dans les quinze jours qui suivent l'attaque du Hamas, tous les invités de la matinale de France Inter sauf deux sont interrogés sur les massacres ou expriment spontanément leur horreur : « On est obligés aujourd'hui si on veut se conduire bien de dire ce que ça nous fait à l'intérieur de nous, ce qu'on ressent », explique le comédien Vincent Lindon le 13 octobre. Deux mois plus tard, cette « obligation morale » a disparu. Du 8 au 21 décembre, alors qu'enflait un débat international sur les risques de génocide à Gaza, y compris au sein d'agences des

Une France disqualifiée

Dès le début du conflit, s'agissant de la France et de l'Union européenne, mais aussi des médias occidentaux, certains Palestiniens savaient à quoi s'attendre. Avec une ironie amère, M. Elias Sanbar, ancien ambassadeur de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), avait écrit : « La France est un pays souverain et indépendant. Et elle peut s'indigner légitimement du sort des civils, israéliens ou d'autres nationalités, tombés les premiers jours de la guerre en cours. Elle peut aussi garder le silence s'agissant du bilan horrible, encore en augmentation, des enfants morts sous les bombardements de Gaza. Elle peut interdire les manifestations solidaires des Palestiniens, continuer à faire des déclarations enflammées en faveur d'Israël, ne pas dire grand-chose des malheurs palestiniens. Elle peut... Mais c'est la meilleure façon de se disqualifier et de sortir du jeu futur. » (Entretien publié dans *Le Monde* du 13 octobre 2023.)

Bombarder, une solution d'avenir

Rédacteur en chef du service « monde » de l'hebdomadaire *Le Point*, Luc de Barochez imagine le 18 janvier dernier les conséquences d'un éventuel cessez-le-feu à Gaza :

« Les résultats de l'armée israélienne sont tragiquement insuffisants pour arrêter les hostilités. Car que se passerait-il si Israël déposait les armes ? Avec ses otages, le Hamas aurait les moyens de le faire chanter pendant des années. Il continuerait à contrôler la bande de Gaza. Ses chefs seraient érigés en héros à travers le monde arabo-musulman. Vladimir Poutine et Xi Jinping se féliciteraient des atteintes portées aux intérêts occidentaux. L'Iran et ses milices supplétives au Yémen, en Irak, en Syrie et au Liban se sentiraient pousser des ailes. Les officines djihadistes, Daech en tête, seraient encouragées à reprendre leurs attentats, ne serait-ce que pour montrer qu'elles sont aussi capables que le Hamas d'infliger des coups mortels à leurs ennemis – au nombre desquels nous figurons. Est-ce vraiment cela que l'on souhaite ? »

La paix, cette idée « infantile »

Au *Figaro*, la journaliste Laure Mandeville n'a pas apprécié que M. Emmanuel Macron, qui avait d'abord proposé une « coalition internationale contre le Hamas », se ravise et réclame le 9 novembre 2023 un arrêt des bombardements à Gaza. Huit jours plus tard, elle chapitre le président de la République : « En appelant à un cessez-le-feu alors que Tshahal est au milieu d'une opération militaire aux enjeux existentiels, la France reflète une tendance européenne à fuir le rapport de force et à enjamber le temps de la guerre, comme s'il pouvait être évité. » Apparemment déconfitée que la destruction de Gaza et de sa population s'interrompe, Mandeville précise : « La question de la "vitesse" avec laquelle il faudrait mener la guerre est significative car elle reflète, là encore, une disposition désormais très répandue : l'impatience, un peu infantile. Il faudrait que le dénouement soit rapide, comme dans une série de Netflix. » Ah Dieu ! que la guerre est jolie sur les écrans du *Figaro*...

Hallucination

Le 12 décembre dernier, le professeur de géométrie variable et grand témoin tout-terrain Bernard-Henri Lévy n'a pas su retenir son indignation, toujours sincère, sur la chaîne israélienne en français i24 : « Il y a vraiment un "deux poids et deux mesures" en défaveur d'Israël qui est hallucinant. »



ISIDRO FERRER. – « De bois et de broc », 2011